



Le menteur, l'Europe et sa victime

Par [Bruno Adrie](#)

Mondialisation.ca, 10 janvier 2010

10 janvier 2010

Région : [L'Europe](#)

Thème: [Désinformation médiatique](#)

J'ai longtemps cru qu'il fallait convaincre le menteur. L'asseoir en face de soi, l'écouter gloser, puis le surprendre, le paralyser, le fouetter à coup de phrases sifflantes et de mots coupants comme des lanières de cuir. Mais quel intérêt ? À part quand il est un imbécile, le menteur ment par nécessité. Le plus souvent pour de l'argent. Le convaincre serait le discréditer auprès de ses donneurs d'ordre, puis ruiner son train de vie. Car mentir ça rapporte. C'est pourquoi les faiseurs de propagande «propaganderont » toujours, rien ne les arrêtera, et certainement pas un homme seul.

Les menteurs, il y en a plein l'Europe aujourd'hui, plein dans cette Europe trop grande ingouvernable qui détruit notre civilisation et fait des peuples des masses informes, bientôt citoyennes d'un Empire Romain ressuscité pour mieux chuter, pour s'écraser plus bas et s'aplatir devant la fin du monde.

Et la meilleure preuve nous est donnée par un article publié dans le Daily Telegraph du 19 septembre 2000. Intitulé, Les euro-fédéralistes financés par les chefs de l'espionnage US[1], cet article nous prouve - ce que nous soupçonnions depuis De Gaulle[2] - que l'ancien fonctionnaire vichyssois Robert Schuman et le reste de la clique européiste étaient des employés des services secrets américain - à travers une de leurs filiales l'American Committee for a United Europe (ACUE). L'auteur de l'article, le journaliste d'investigation Ambrose Evans-Pritchard l'a su après avoir consulté des archives déclassifiées à la fin du dernier mandat Clinton. Les principaux financiers de l'opération étaient les Fondations Ford - qui finance aujourd'hui en sous main le Forum Mondial Social[3] - et Rockefeller. Une fois de plus, ceci prouve bien que la politique étrangère n'est jamais faite dans l'intérêt national mais dans celui des élites de la nation[4].

Comme l'a démontré François Asselineau, ancien inspecteur des finances dans des conférences[5] que tout le monde devrait voir et revoir, il était important que l'Europe devienne supranationale afin d'affaiblir la France, fière de sa souveraineté et surtout désireuse de rester maîtresse de ses dépenses et de son destin, et de créer une dictature tenue par des Commissaires et des représentants soigneusement recrutés pour leurs affinités euro-atlantistes. Les cas de Javier Solana, passé, en son temps, du poste d'ancien Secrétaire Général de l'OTAN à celui de haut représentant pour la politique étrangère et de sécurité commune (PESC) puis de secrétaire général à la fois du Conseil de l'Union européenne (UE) et de l'Union de l'Europe occidentale (UEO) et de Durao Barroso, actuel Président de la Commission Européenne, qui doit le lancement de sa carrière à Frank Carlucci, ancien ambassadeur étasunien à Lisbonne, n'épuisent pas la liste des affidés pro étasuniens devenus décideurs - non élus - de ce noyau de prospérité européen indispensable à la survie des Etats-Unis[6].

L'Europe ne devait pas devenir une démocratie, c'était prévu dès le départ. Comme le souligne Ambrose Evans-Pritchard dans l'article précité, « un memo de la section européenne du département d'État étasunien, daté du 11 juin 1965, conseillait au vice-président de la Communauté Européenne, Robert Marjolin, de poursuivre l'union monétaire furtivement et recommandait de supprimer tout débat jusqu'au moment où l'adoption de telles propositions deviendrait pratiquement inévitable[7]. »

Celui qui s'en fiche, qu'importe. Qu'il continue de courir aux référendums[8], de voter pour des eurodéputés impuissants et de se choisir – croient-il, « je suis libre ! », proclame-t-il, « j'ai des opinions ! » – un dirigeant qui pérégrine à Colombey, et se tient au garde à vous, le temps d'une simagrée photographiée, devant la grande croix de Lorraine. Pendant qu'il vote, la Commissaire aux Affaires Étrangères Européenne, l'autrichienne Benita Ferrero-Waldner affirme sa « conviction que l'Union européenne devrait être représentée au Conseil de sécurité »[9]. Une telle évolution – « une Europe parlant d'une même voix »[10] – signifierait la fin de l'indépendance diplomatique française et nous devrions, dès lors, envoyer sans discuter nos soldats dans tous les bourbiers inventés par l'élite étasunienne afin d'encercler puis démanteler la Russie et empêcher l'apparition de tout challenger, que ce soit à l'échelle mondiale ou régionale.

J'ai longtemps cru qu'il fallait convaincre la victime, celle qui croit au mensonge ou celle qui ne veut pas savoir. Mais à quoi bon. Vous ferez ce que vous voudrez car, en définitive, ce n'est pas à la Vérité d'aller vers les hommes, mais aux hommes d'aller vers Elle. La Vérité est toujours là, prête à les accueillir.

[1] Ambrose Evans-Pritchard, « Euro-federalists financed by US spy chiefs », Daily Telegraph, 19/09/2000. <http://www.telegraph.co.uk/news/worldnews/europe/1356047/Euro-federalists-financed-by-US-spy-chiefs.html>. Nous avons trouvé référence à cet article dans la conférence de François Asselineau citée plus bas.

[2] Les deux plans Fouchet avaient voulu donner à l'Europe une politique de défense indépendante de Washington. Ils visaient, à notre avis, à refondre complètement l'Europe bien au-delà de la politique de défense, De Gaulle étant très conscient du fait qu'une Europe supranationale allait desservir chaque État européen et favoriser la suprématie américaine sur notre continent.

[3] “New study on the role of US Foundations”, in Aspects of India's Economy, n°38, December 2004, <http://rupe-india.org/38/foundations.html>

[4] Afin de s'en convaincre définitivement, voir les travaux d'Annie Lacroix Riz (Professeur d'Histoire Contemporaine à l'Université de Paris VII) sur l'entre deux guerres et le rôle des élites françaises dans la défaite de juin 1940. Annie Lacroix-Riz De Munich à Vichy, l'assassinat de la Troisième République, Paris, 2008, Armand Colin, 408 pages et Annie Lacroix-Riz, Le Choix de la défaite. Les élites françaises Dans les années 1930, Paris, 2006, Armand Colin, 671 pages.

[5] Qui gouverne réellement la France?, lien : <http://www.megaupload.com/?d=PWZ9ES8G>

[6] Lire : Bruno COLSON, La stratégie américaine et l'Europe, en ligne sur le site de l'Institut de stratégie comparée, http://www.stratisc.org/pub_bruno_colson_straeu.htm

[7] « A memo from the European section, dated June 11, 1965, advises the vice-president of the European Economic Community, Robert Marjolin, to pursue monetary union by stealth. It recommends suppressing debate until the point at which « adoption of such proposals would become virtually inescapable ». »

[8] Le “non” français de 2005, exprimé, sous la présidence de M. Jacques Chirac, à la soit disant Constitution européenne s’est commué en “oui” des députés réunis à Versailles le 4 février 2008, sous la présidence de M. Sarkozy..

[9] Citation empruntée au document “Benita Ferrero-Waldner : la voix du Seigneur » publié sur le site de l’Union Populaire Démocratique.
<http://www.u-p-r.org/ab/index.php?page=page16>

[10] Citation de Condolezza Rice empruntée au même article.

La source originale de cet article est Mondialisation.ca

Copyright © [Bruno Adrie](#), Mondialisation.ca, 2010

Articles Par : [Bruno Adrie](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca